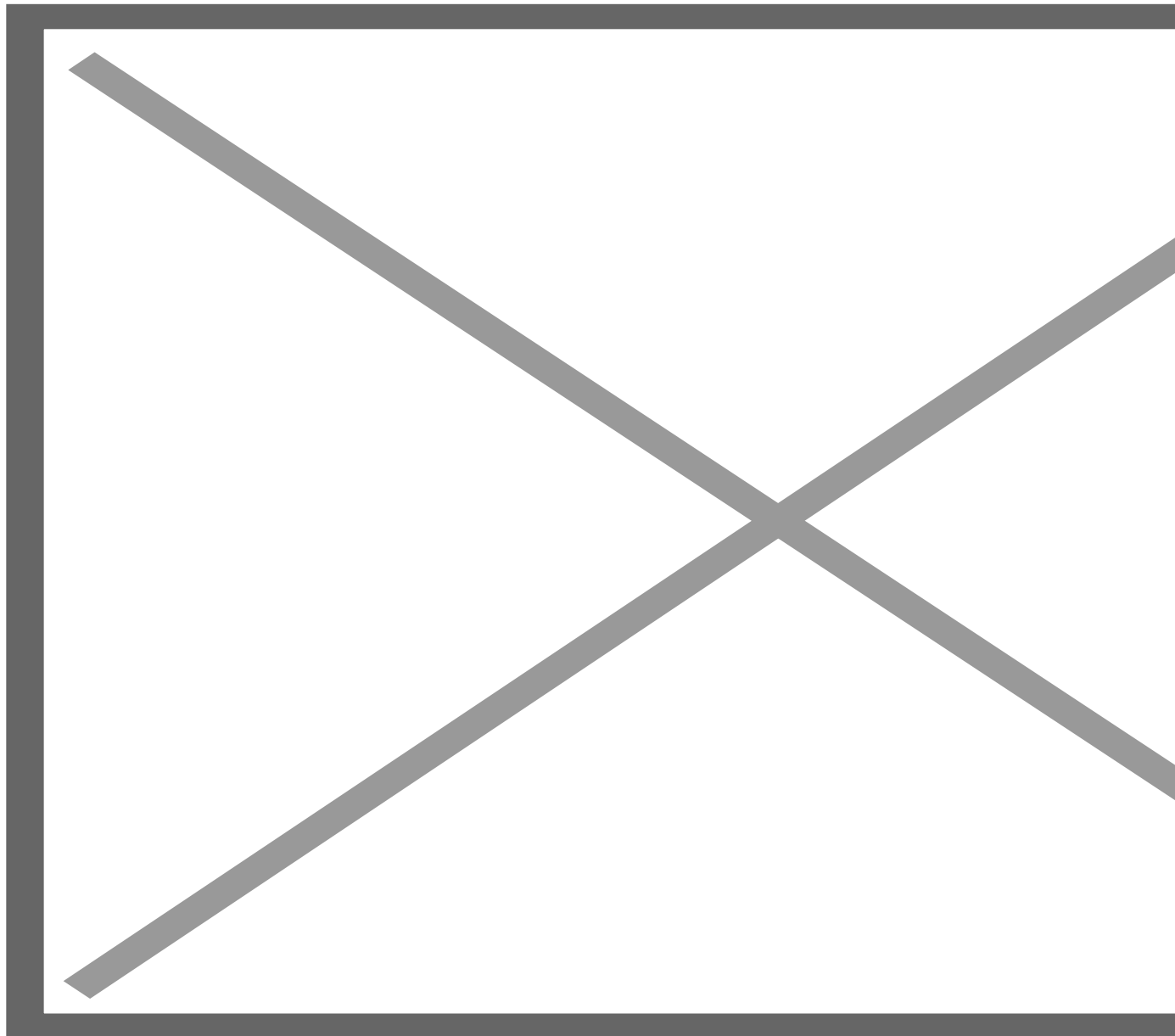


Un fonctionnaire israélien dévoile lâ??intention secr??te du gouvernement de consolider le contr??le de la Cisjordanie

Description

Les juges israéliens ont longtemps soutenu que le contr??le dâ??Isra??l en Cisjordanie ??tait une occupation militaire temporaire, et quâ??il est conforme au droit international. Un enregistrement r??cent dâ??une d??claration de Bezalel Smotrich, ministre israélien dâ??extr??me-droite qui dirige les efforts visant ?? consolider le contr??le israélien sur la Cisjordanie occup??e, laisse entendre que le gouvernement tente de changer cette situation.

Par Natan Odenheimer, Ronen Bergman et Patrick Kingsley, le 21 juin 2024



IM Un soldat israélien à un poste de garde en Cisjordanie, en décembre. Crédit : Avishag Shaar-Yashuv pour le New York Times

Un membre influent de la coalition du Premier ministre Benjamin Netanyahu a déclaré aux colons de la Cisjordanie occupée par Israël que le gouvernement est engagé dans un effort subtil pour faire évoluer de manière irréversible la façon dont le territoire est gouverné, afin de cimenter le contrôle d'Israël sur ce territoire sans être accusé de lâcher annexion formelle.

Dans un enregistrement audio d'un événement privé plus tôt dans le mois, on pouvait entendre le fonctionnaire, Bezalel Smotrich, suggérer que l'objectif était d'empêcher la Cisjordanie de faire partie d'un État palestinien.

« Je vous le dis, c'est mÃ©ga-dramatique », a racontÃ© M. Smotrich aux colons. « De tels changements modifient l'ADN d'un systÃ©me. »

Si l'opposition de M. Smotrich Ã la cession du contrÃ´le de la Cisjordanie n'est un secret pour personne, la position officielle du gouvernement israÃ©lien est que le statut de la Cisjordanie reste ouvert aux nÃ©gociations entre les dirigeants israÃ©liens et palestiniens. La Cour suprÃªme d'IsraÃ©l a statuÃ© que la domination d'IsraÃ©l sur le territoire se rÃ©sume Ã une occupation militaire temporaire supervisÃ©e par les gÃ©nÃ©raux de l'armÃ©e, et non Ã une annexion civile permanente administrÃ©e par des fonctionnaires israÃ©liens.

Le discours prononcÃ© le 9 juin par M. Smotrich lors d'un rassemblement en Cisjordanie pourrait rendre cette position plus difficile Ã maintenir. Il y a prÃ©sentÃ© un programme soigneusement orchestrÃ© pour retirer l'autoritÃ© sur la Cisjordanie des mains de l'armÃ©e israÃ©lienne et la confier Ã des civils travaillant pour M. Smotrich au sein du ministÃ©re de la dÃ©fense. Certaines parties du plan ont dÃ©jÃ Ã©tÃ© introduites progressivement au cours des 18 derniers mois, et certaines responsabilitÃ©s ont dÃ©jÃ Ã©tÃ© transfÃ©rÃ©es Ã des civils.

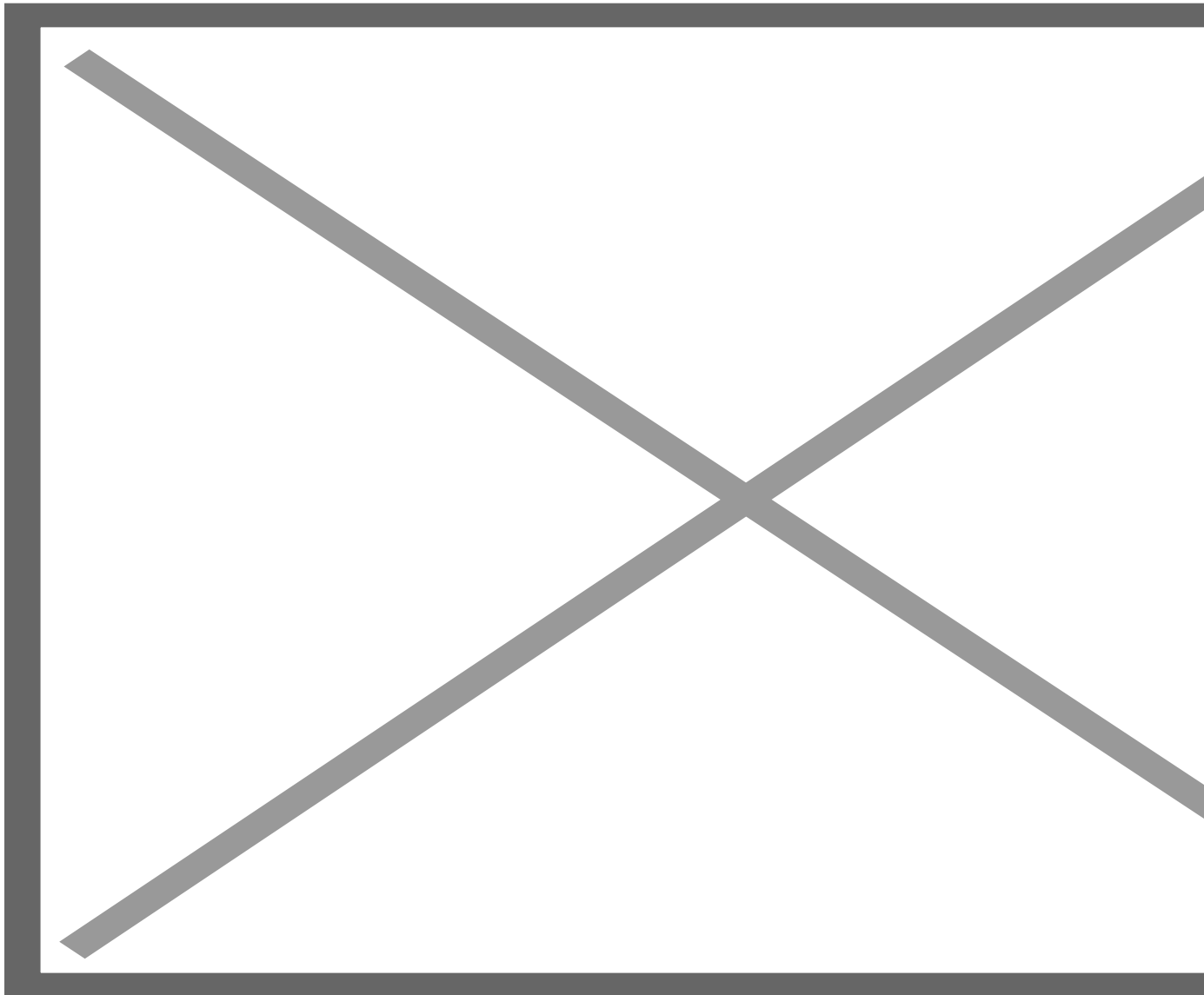
« Nous avons crÃ©Ã© un systÃ©me civil distinct », a dÃ©clarÃ© M. Smotrich. Pour dÃ©tourner l'attention de la communautÃ© internationale, le gouvernement a permis au ministÃ©re de la dÃ©fense de rester impliquÃ© dans le processus, de sorte que l'armÃ©e paraisse se maintenir au cÅur de la gouvernance de la Cisjordanie.

« Ce sera plus facile Ã avaler dans le contexte international et juridique », a dÃ©clarÃ© M. Smotrich. « Ainsi, ils ne diront pas que nous sommes en train d'annexer la Cisjordanie. »

Les journalistes du New York Times ont Ã©coutÃ© l'enregistrement de ce discours, d'environ une demi-heure fourni par l'un des participants, un chercheur de Peace Now, un groupe de campagne contre l'occupation. Le porte-parole de M. Smotrich, Eytan Fold, a confirmÃ© qu'il avait prononcÃ© le discours et que l'Ã©vÃ©nement n'Ã©tait pas secret.

Le lÃ©gislateur d'extrÃªme droite M. Smotrich a dÃ©clarÃ© que M. Netanyahu Ã©tait au courant des dÃ©tails du plan, dont une grande partie Ã©tait prÃ©vue dans un accord de coalition entre leurs partis, qui permet au premier ministre de rester au pouvoir. M. Netanyahu est « pleinement avec nous », a dÃ©clarÃ© M. Smotrich dans son discours.

Si le gouvernement s'effondre, une future coalition pourrait annuler les changements, mais les stratÃ©gies gouvernementales en Cisjordanie sont gÃ©nÃ©ralement restÃ©es en place au fil des administrations successives.



De nouveaux bâtiments dans la colonie israélienne d'Éli en Cisjordanie en décembre. Crédit : Avishag Shaar-Yashuv pour le New York Times

Pour de nombreux Palestiniens, le discours en lui-même causera moins de surprise que le fait que M. Smotrich l'ait prononcé à haute voix.

« Il est intéressant d'entendre Smotrich confirmer de sa propre voix une grande partie de ce que nous soupçonnions au sujet de son programme », a déclaré Ibrahim Dalalsha, directeur du Centre Horizon, un groupe d'analyse politique à Ramallah, en Cisjordanie.

Pourtant, selon M. Dalalsha, cette approche n'est pas nouvelle.

Les Palestiniens affirment depuis des années que les dirigeants israéliens tentent d'annexer la Cisjordanie sous toutes ses coutures, en construisant des colonies dans des endroits stratégiques afin d'empêcher un contrainte palestinien contigu sur l'ensemble du territoire. « Cela dure depuis 1967 », a déclaré M. Dalalsha. « Bien avant que Smotrich n'entre en scène », a-t-il

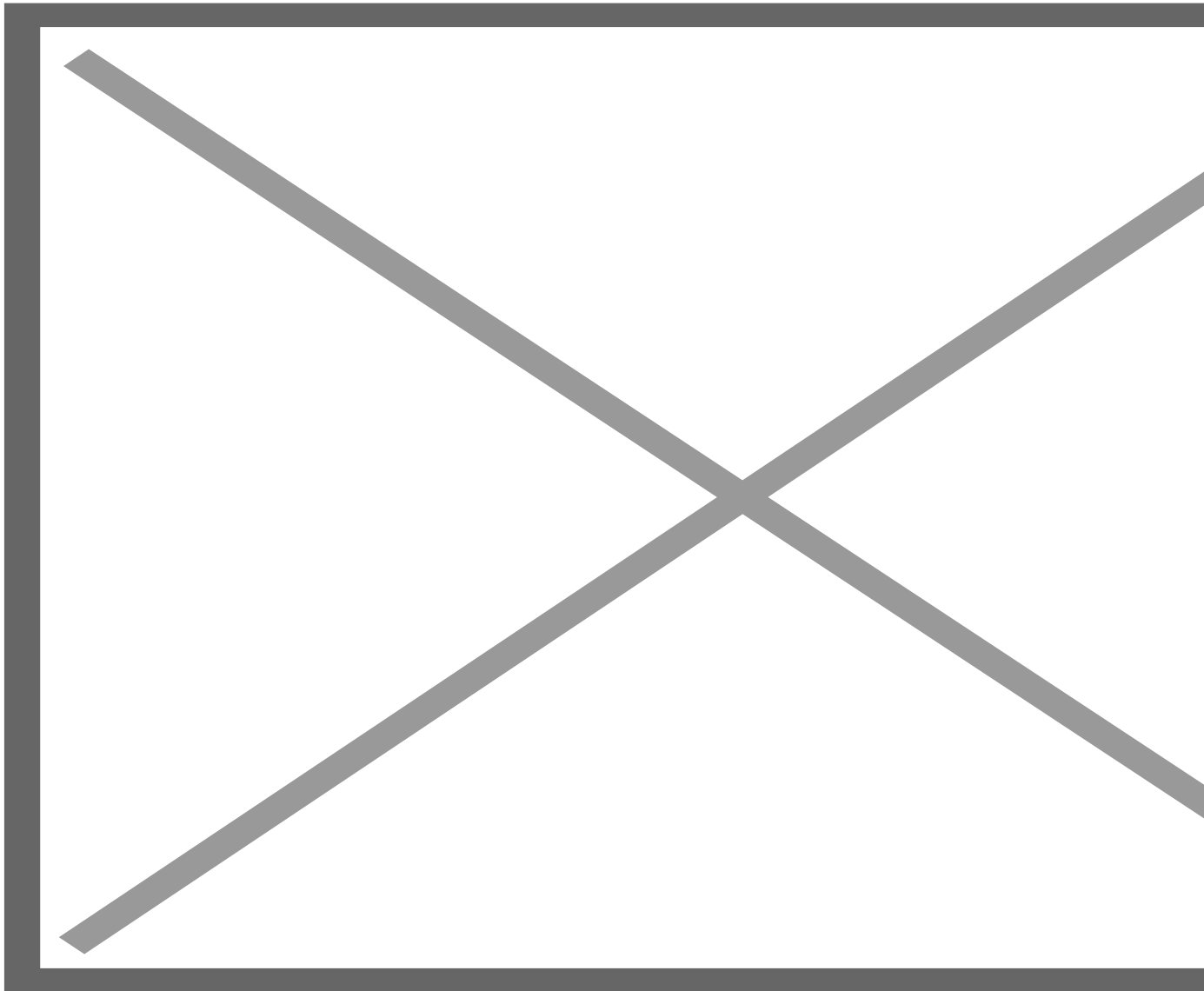
ajouté.

Israël a pris le contrôle du territoire à la Jordanie en 1967 au cours d'une guerre avec trois États arabes. Depuis son occupation, Israël a installé plus de 500 000 civils israéliens, soumis au droit civil israélien, aux côtés de quelque trois millions de Palestiniens du territoire, soumis au droit militaire israélien. Environ 40 % du territoire est administré par l'Autorité palestinienne, un organisme semi-autonome géré par les Palestiniens qui dépend de la coopération d'Israël pour une grande partie de son financement.

Depuis des décennies, la Cour suprême d'Israël qualifie l'autorité d'Israël sur le territoire d'occupation militaire, supervisée par un général de haut rang, qui respecterait les lois internationales s'appliquant aux territoires occupés. La coalition actuellement au pouvoir conteste le terme « occupation », mais elle nie aussi publiquement que la Cisjordanie ait été annexée de manière permanente et placée sous le contrôle souverain des autorités civiles israéliennes.

« Le statut final de ces territoires sera déterminé par les parties dans le cadre de négociations directes », a déclaré le bureau du premier ministre dans un communiqué en réponse au discours de M. Smotrich. « Cette politique n'a pas changé », a ajouté le communiqué.

Le discours de M. Smotrich laissait entendre le contraire.



Des colons israéliens inspectant une voiture pour voir si des Palestiniens se trouvent à l'intérieur, alors que le véhicule circule près du village de Wadi as Seeq en Cisjordanie, en décembre. Crédit : Sergey Ponomarev pour le New York Times

Il a notamment souligné un changement dans le fait que les officiers militaires ne supervisent plus la majeure partie du processus d'expansion des colonies israéliennes, d'expropriation des terres et de construction des routes en Cisjordanie. Ces fonctions sont désormais supervisées par « un civil travaillant sous l'égide du ministère de la Défense », qui ne travaille pas pour les commandants militaires, mais dans une nouvelle direction supervisée par M. Smotrich.

Alors même que la pression internationale s'accroît en faveur de la création d'un État palestinien qui engloberait la Cisjordanie et la bande de Gaza, les commentaires de M. Smotrich suggèrent qu'Israël s'efforce discrètement de renforcer son contrôle sur la Cisjordanie et de la rendre plus difficile à soustraire à l'emprise israélienne.

Les diplomates tentent de parvenir à un « grand accord » pour le Moyen-Orient qui mettrait fin à la guerre d'Israël contre le Hamas dans la bande de Gaza et améliorerait les liens d'Israël avec d'autres pays de la région. L'Arabie saoudite, par exemple, a déclaré qu'elle reconnaît Israël, mais seulement si ce dernier autorise la création d'un État palestinien.

Le discours de M. Smotrich suggère à quel point cette perspective peut être lointaine, alors qu'il souhaite fusionner la gouvernance de la Cisjordanie occupée avec celle de l'État d'Israël.

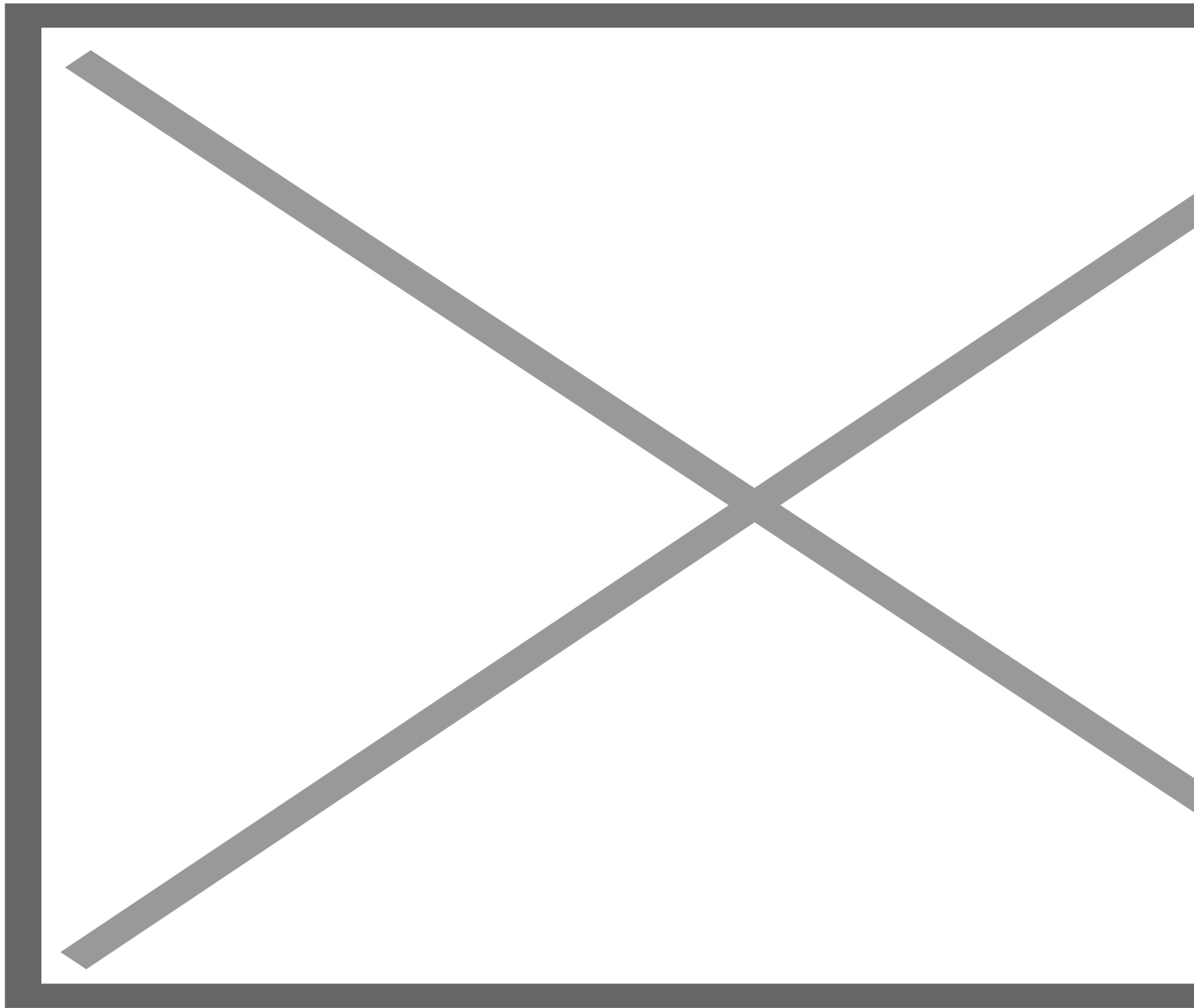
Le discours de M. Smotrich s'appuie fondamentalement sur l'argument de longue date de l'État d'Israël selon lequel les colonies sont illégales parce qu'elles sont temporaires, a déclaré Talia Sasson, un ancien haut fonctionnaire du ministère israélien de la justice qui a mené une enquête gouvernementale influente en 2005 sur le soutien apporté par le gouvernement aux colonies illégales.

Le discours a montré clairement à quel point le mouvement des colons israéliens, autrefois marginal, est devenu puissant.

M. Smotrich est un militant de longue date qui a travaillé en dehors de l'establishment israélien pour construire des campements de colons qui sont considérés comme illégaux, y compris en vertu de la loi israélienne. En tant que religieux intransigeant, il pense que la Cisjordanie est que les Israéliens appellent par leurs noms bibliques, Judée et Samarie et a été donnée aux Juifs par Dieu.

En tant que législateur au cours de la dernière décennie, M. Smotrich a attiré l'attention pour ses commentaires extrêmes réguliers, notamment son appel à détruire une ville palestinienne, son soutien à la ségrégation entre Arabes et Juifs dans les maternités et son soutien aux propriétaires terriens juifs qui ne veulent pas vendre leurs biens à des Arabes.

Depuis la fin de l'année 2022, M. Smotrich a acquis une influence très importante sur la politique du gouvernement. C'est à ce moment-là que son parti a rejoint la coalition du Premier ministre Benjamin Netanyahu, l'aidant à obtenir une petite majorité au Parlement.



Vue aérienne de la clôture le long de la ligne de 1948 comparant le village palestinien de Hable en Cisjordanie, à gauche, et Matan en Israël, à droite, en décembre. Crédit : Sergey Ponomarev pour le New York Times

M. Smotrich a utilisé ce levier pour persuader M. Netanyahou de lui confier à la fois le ministère de la Défense et le ministère des finances, utilisant ce rôle pour bloquer les fonds destinés à l'Autorité palestinienne.

« Mon objectif et je pense que c'est celui de tout le monde ici est avant tout empêcher l'établissement d'un État terroriste au cœur même de la terre d'Israël », a déclaré M. Smotrich dans l'enregistrement de son discours.

M. Smotrich a déclaré que son principal accomplissement avait été de placer sous contrôle civil de nombreuses tranches de terre armée en Cisjordanie. Si l'armée a souvent fermé les yeux sur l'expansion des colonies et a même protégé les colonies non autorisées des

attaques palestiniennes, les soldats ont aussi parfois détruit des campements de colons construits sans l'autorisation du gouvernement et ont interdit aux activistes israéliens d'entrer en Cisjordanie.

Pour contrecarrer cette influence, le gouvernement a, selon M. Smotrich, pris les mesures suivantes :

- un plus grand contrôle donné aux civils sur les plans de construction des colonies ainsi qu'un contrôle sur les avocats qui décident des questions juridiques dans les colonies.
- le retrait au commandant en chef de l'armée en Cisjordanie de la possibilité de bloquer les plans de construction des colonies
- l'obtention de près de 270 millions de dollars du budget israélien de la défense pour assurer la surveillance des colonies en 2024-2025
- le projet de création d'une nouvelle équipe de sécurité qui pourrait démolir plus rapidement les bâtiments palestiniens en Cisjordanie qui ont été construits sans l'autorisation d'Israël.

Dans une certaine mesure, les commentaires de M. Smotrich semblent être une tentative de désamorcer les critiques de sa propre base concernant son bilan. Les colons activistes affirment que l'armée les empêche encore trop souvent de construire de nouveaux avant-postes et que M. Smotrich n'a pas fait assez pour intervenir.

« Il y a quinze ans, j'étais l'un de ceux qui couraient sur les collines et montaient des tentes », a raconté M. Smotrich aux colons dans son discours. Aujourd'hui, il affirme que son travail en coulisses aura bien plus d'impact que la construction de n'importe quel campement de colons.

Traduction : JB pour l'Agence Média Palestine

Source : [New York Times](#)

date créée
2024/06/26